

Le Sémographe Canadien

blir cette pétition: s'ils qu'on lui demande de tran-
seulent y adhérer, ils
n'auront qu'à s'adres-
ser à M. Paul Passy,
6, rue Laborde,
Neuilly sur Seine,
Seine, France:

Messieurs,

L'Académie française qui
comme l'orthographe de notre
langue. Sans que se par-
tient de sanction, ils ser-
vent de règle commune aux
imprimeurs. C'est donc à
l'Académie que doit s'a-
dresser une pétition ayant
pour objet une simplification
de l'orthographe.

Pour y faire droit, d'ail-
leurs, l'Académie n'a qu'à
continuer son œuvre. La
simplification, elle l'a
poursuivie continuellement
depuis l'origine. Il y a
peu d'années elle suppri-
meait encore des signes
inutiles, le trait d'union
de trois bon, la seconde
de diphthongue. Le public
à ce moment, a suivi avec
discipline. Ce que l'Acadé-
mie fera dans le même
sens sera toujours ratifié
par la pratique univer-
selle.

Les sous-signés font appel
aux traditions réformatrices
de l'Académie pour solli-
citer d'elle un nouveau
perfectionnement. Elle seule
peut en formuler la
règle et la mesure. Voici
des exemples des questions

1^{re} Question des suppressions
d'accents muets (qui, la gîte
qui il fait). De là, pour le
typographe, l'économie
possible de quatre carac-
tères à faire fondre dans
chaque corps (à, ie, i, in).

2^e Question des suppres-
sions d'autres signes muets
(trait d'union dans peut-être,
h dans rythme, l dans li).

gile, 2 dans façon), question
du didicélement (honneur
par n simple, comme
honorer) et de la sub-
stitution d'une lettre à
pour le ph des
mots grecs, comme déjà
dans première, fantaisie
paissant). De là, pour qui

écrit, une économie pos-
sible d'espace et d'argent.

3^e Question de l'unifor-
mité (discipline écrit comme
dieux, dis comme la vie,
les pluriels genoux, états
comme les pluriels jeux,
secondes). De là, pour
la discipline, une économie pos-
sible d'efforts.

Ce qui inspire la pré-
sente pétition n'est pas une
idée abstraite. Les sous-
signés, au contraire, croient
pouvoir invoquer des in-
térêts réels.

Ils invoquent d'abord
un intérêt trop souvent
méconnu, et qui on a le
droit d'appeler national.
Car, pour la France, il
n'est pas indifférent que